

La Conférence du *Mostar Friedensprojekt* à Potsdam

Par Frédéric Crahay

Introduction

Du 5 au 10 mai 2011, une conférence internationale traitant de la culture mémorielle européenne au 21^e siècle s'est tenue à Potsdam près de Berlin. Le thème central tournait autour de la question : « Comment partager et apprendre la mémoire ». Cette conférence a reçu le soutien de l'*Europe for Citizens Program* de la Commission européenne, ainsi que du gouvernement du Land de Brandebourg.

Cet évènement a été réalisé par le *Mostar Friedensprojekt*, une organisation non gouvernementale créée en 1994, qui a pour but la sensibilisation du public local et régional au développement en Europe, qu'il soit politique, civique ou social. À l'origine, le *Mostar Friedensprojekt* s'occupait, comme son nom l'indique, de projets humanitaires en Bosnie-Herzégovine. Il désirait rassembler les différents intervenants de la culture mémorielle européenne afin qu'ils discutent de leurs différentes expériences au niveau local. Ces représentants s'occupent quotidiennement de mémoire et d'histoire dans leur contexte national et régional et font eux-mêmes partie d'un paysage mémoriel européen. L'attention s'est portée surtout sur les projets au niveau local. Les discussions étaient axées sur trois éléments : la commémoration des victimes, la réflexion sur les raisons et les conséquences de l'éducation à la mémoire et les réseaux d'informations.

Afin de bien percevoir l'ampleur de cette conférence, un petit tour d'horizon des différents participants s'impose. Venues des différents pays européens et liées évidemment par l'aspect mémoriel, les organisations participantes étaient assez variées. On comptait des musées, fondations, universités et, bien sûr, des représentants des lieux de mémoire comme Belzec, Majdanek ou Jasenovac, pour ne citer que les plus connus. Plus de septante organisations et musées étaient ainsi invités à se mettre autour de la table¹. La Fondation Auschwitz à Bruxelles, le Musée de la Résistance et des Camps de Concentration et le fort de Huy étaient invités à représenter la Belgique.

La conférence était axée autour d'une problématique centrale que l'on peut résumer en deux questions : Jusqu'à où l'idée d'une « culture mémorielle européenne » est-elle réaliste ? Jusqu'à où la coopération future est-elle possible ? Poser une telle question durant une conférence de seulement cinq jours, même richement fournie en participants, peut paraître téméraire, voire irréaliste. Cependant, elle a le mérite de concerner tous les participants et il faut bien commencer quelque part. Mise à part l'ampleur même de la question posée, un second écueil vient poindre à l'horizon, c'est le fossé qui sépare *a priori* la culture mémorielle européenne occidentale et celle de l'Europe de l'Est. Forcément, chaque pays européen a ses spécificités et des choses bien différentes se sont passées durant la Seconde Guerre mondiale en Belgique et en France ou aux Pays-Bas, par exemple. Ce qui différencie les trois pays précités des pays de l'Est, c'est justement ce qui s'y est passé *après* la guerre. La mémoire du national-socialisme a été traitée de différentes façons dans les pays européens. On peut citer des journées commémoratives, des rituels et des lieux de mémoire. Dans certains pays d'Europe de l'Est, la mémoire du national-socialisme a été volontairement réprimée.

¹ Dont une cinquantaine a effectivement fait le déplacement à Potsdam. La liste complète des participants contactés est à retrouver sur www.mostar-friedensprojekt.de

Sans approfondir ici les histoires mémorielles des pays d'Europe, il faut mentionner le fait que les pays tombés sous la coupe communiste ont eu recours à une culture mémorielle d'État qui laissait peu de place à la recherche scientifique hors de l'orthodoxie du parti. Cette situation perdura jusqu'au début des années 1990, à la suite de l'effondrement du bloc communiste.

Inutile de rappeler que les fonds d'archives, essentiels pour la plupart, situés dans cette partie de l'Europe étaient difficilement ou pas accessibles du tout aux chercheurs occidentaux. La discussion sur le fascisme et sa mémoire en province et les zones rurales est aussi centrale. Ici, la conférence s'est focalisée sur trois niveaux : la mémoire des victimes du national-socialisme, la réflexion sur les raisons, les conséquences de l'éducation à la mémoire et la création de réseaux.

Avec des interventions et des workshops, les participants ont approfondi la question des tendances à l'élaboration d'une « Mémoire européenne / culture de la mémoire » dans le sens où les différents pays européens assument leur passé, ainsi que la façon de gérer la culture de la mémoire après 1945 dans les pays de l'Est. La question de savoir si la culture de la mémoire a changé ou a disparu a été également posée.

Le déroulement de la conférence

Le jour de l'accueil, les participants ont visité la Maison de la Conférence de Wannsee, rendue tristement célèbre par la conférence de dignitaires nazis qui s'y est tenue le 20 janvier 1942. Le but était de donner un exemple de reconversion d'un lieu d'histoire en lieu de mémoire. Le bâtiment abrite actuellement un centre de documentation qui comporte une médiathèque et la bibliothèque Joseph Wulf. Tout en ayant conservé le bâtiment d'origine, il s'agit ici d'une association réussie d'un lieu de mémoire et d'un lieu d'enseignement².

Le jour suivant, avant de commencer le travail de groupe en tant que tel, les participants ont eu droit aux interventions de deux spécialistes des questions mémorielles en Allemagne et en Autriche. Le premier orateur était le Dr Matthias Heyl, historien responsable du département pédagogique du KZ Ravensbrück et également auteur, coauteur et responsable de nombreux articles et publications sur l'exploration sociale et éducative de l'histoire des crimes nazis. Son exposé « Sharing Conflict memories – Coping with the past » [Le partage de la mémoire des conflits. Faire face au passé] mettait l'accent sur la délicate question des problèmes de l'éducation à la mémoire et de l'impact que celle-ci peut avoir sur un public venant de diverses origines. La réponse du Dr Heyl à la question « Faut-il regrouper les différents centres d'études, bibliothèques et archives liés à la mémoire d'une période de l'histoire dans une sorte de supercentre régional ? »³ a été double : « En effet, dû à l'appauvrissement de certains centres d'études ou organisations mémorielles liés à la disparition des témoins, des musées plus professionnels prennent le relais grâce aux moyens parfois importants qui sont mis à leur disposition par les structures nationales ou régionales. C'est une tendance inévitable et nécessaire. Bien sûr, il faut également éviter qu'un centre puisse imposer "sa vérité" et exercer ainsi une sorte de monopole de la mémoire ».

Le Dr Ljiljana Radonic, attachée à l'université de Vienne, était le second intervenant avec « Europe between shared Memory Standards and divided Memory » [L'Europe entre les normes de la mémoire partagée et de la mémoire divisée]. Elle a présenté cette problématique transposée sur le cas de figure du camp de Jasenovac dans l'actuelle Croatie. Ce camp est un lieu de martyr pour tous les peuples de l'ex-Yougoslavie, mais est, en même temps, le lieu de souffrance de Serbes, Juifs et Roms et le lieu où les Croates commirent d'innombrables exactions sous le régime oustachi.

² Voir le site www.ghwk.de et le catalogue de fonds en ligne www.zeitgeschichte-online.de/alg-agg/

³ Comme cela sera le cas avec le nouveau musée de la caserne Dossin à Malines, prévu pour juin 2012 et le Centre de Mémoire de Bastogne prévu pour 2013-2014. Dans *Le Soir* du lundi 19 septembre 2011.

Comment joindre ces deux extrêmes en un seul lieu, tout en restant digne et en tenant compte des tensions encore palpables entre Serbes et Croates ? Ces cas de figure nous donnent une approche et matière à réfléchir quant à la question centrale qui se pose : comment parvenir à une culture mémorielle européenne ? Afin de répondre au mieux à ces questions, le groupe a été scindé en trois groupes de travail plus restreints. Chacun de ces groupes avait un thème particulier à aborder : les lieux de mémoire inexplorés en province, l'innovation grâce à de nouveaux médias et la génération 21 : éducation scolaire, extrascolaire et travail de jeunesse. Nous aborderons chacun de ces thèmes grâce à un exemple qui s'est posé concrètement lors de la conférence.

Le groupe de travail qui s'intéressait aux lieux de mémoires inexplorés avait les situations les plus concrètes à étudier. En effet, la question était souvent la même : faut-il, oui ou non, sauver tel ou tel lieu de mémoire et, si oui, comment faire et avec quels moyens ? On peut citer ici la représentante du Comité qui s'est préoccupée du sort de l'ancien camp de concentration d'Uckermark. Il s'agit d'un petit camp annexe du camp des femmes de Ravensbrück, à environ cent kilomètres au nord de Berlin. Le camp fut ouvert en mai 1942 et servait à emprisonner des jeunes filles et des enfants – Ravensbrück étant réservé essentiellement aux adultes⁴. De janvier à mars 1945, il fut transformé en centre d'extermination « d'urgence ». Après la guerre, le camp fut occupé et transformé de fond en comble par l'armée russe qui le quitta à la fin de la guerre froide. Depuis, le camp est à l'abandon et la nature reprend petit à petit ses droits⁵. Il aura fallu attendre les années 1970 pour que le camp soit reconnu comme camp de concentration. Depuis 1997, un Comité local se bat pour que le site soit classé et éventuellement intégré dans le parcours du musée du camp de Ravensbrück. En attendant que cela se réalise, le Comité a commencé à créer un parcours fléché sur le site de l'ancien camp et ceci dans l'illégalité, car le site est normalement interdit d'accès.

Un deuxième exemple concret nous vient d'Autriche. Le Dr Andreas Meislinger du Österreichischer Gedenkdienst nous a posé la question suivante : la maison de naissance d'Adolf Hitler a récemment été rachetée par la commune de Branau am Inn. Que faut-il en faire ? Un lieu de mémoire (avec le danger que le lieu devienne un but de pèlerinage douteux), y apposer une plaque commémorative, détruire la maison, ne rien faire ? La question est restée en suspens.

Le second groupe de travail se penchait sur une tout autre problématique, celle du moyen de communication. Peut-on faire parvenir le message mémoriel aux gens – aux jeunes essentiellement – de façon plus efficace et inspirante ? Il est vrai que les moyens de communication et de diffusion ne manquent pas, Facebook, LinkedIn, Netlog et Twitter sont les plus connus et les plus utilisés du moment. Ils pourraient être utilisés pour donner une notoriété à un projet mémoriel.

Un autre instrument internet souvent utilisé pour répondre aux questions historiques est bien sûr Wikipédia. Des variantes telles que Milpedia (dictionnaire militaire) et Artcyclopedia (dictionnaire de l'art) ont vu le jour avec des succès mitigés. Faut-il penser à créer un Memopedia qui rassemblerait les questions mémorielles, quelles qu'elles soient ? Dans ce cas, qu'en est-il du contrôle sur l'exactitude du contenu, sans mentionner les problèmes de copyright des photos ?

Le troisième et dernier groupe s'intéressait quant à lui à l'éducation des jeunes au 21^e siècle, qu'il soit cadré dans l'enseignement secondaire ou non. Comment motiver les jeunes et comment faire pour qu'ils se posent les bonnes questions ? Enfin, comment éviter que le travail accompli jusqu'ici ne soit condamné à l'oubli par une génération future qui ne connaîtra plus de témoins directs de la Shoah ?

⁴ Erpel Simone, Das «Jugendshutzlager» Uckermark als Vernichtungslager, In: Katja Limbacher, Maïke Merten, Bettina Pfefferle, *Das Mädchenkonzentrationslager Uckermark. Beiträge zur Geschichte und Gegenwart*, Münster, Unrast-Verlag, 2005.

⁵ Voir les photos sur le site de la Fondation Auschwitz, ainsi que sur www.gedenkort-kz-uckermark.de

Conclusions

Le but de la conférence était d'analyser les tendances au sein de la mémoire européenne ou des cultures mémorielles. La mémoire du national-socialisme se manifeste dans les pays européens de façons différentes, journées commémoratives, rituels, lieux de mémoire et discours publics d'intensité différente. Dans certains de ces pays, la mémoire du national-socialisme en est à ses débuts, car elle est occultée par l'hégémonie soviétique, voire staliniste dans les premières années suivant la Seconde Guerre mondiale. Dans ces pays, la culture mémorielle était fortement orientée, dans certains cas réprimée.

La question « jusqu'où une culture mémorielle européenne est possible » ne trouva pas de réponse précise, car s'il est bien quelque chose qui saute aux yeux durant un événement intereuropéen de cette ampleur, c'est que la mosaïque mémorielle est composée de beaucoup de couleurs. Devant cette abondance de concepts, ces façons de travailler et ces histoires diverses, on peut se poser la question de savoir si cela vaut la peine de rassembler tous ces gens en un même lieu en risquant de créer une certaine confusion. La réponse est sans aucun doute positive, car la conférence du *Mostar Friedensprojekt* a été une très bonne et nécessaire occasion de prises de contact. D'autre part, la volonté de connaître les projets des uns et des autres fait en sorte qu'il s'est avéré difficile d'arriver aux questions de fond et que le temps imparti est souvent trop court (cela fut surtout le cas dans les groupes 2 et 3). Enfin, ajoutons un écueil de plus sous la forme des langues de travail. En effet, comme l'anglais s'est imposé de plus en plus comme la *lingua franca* en Europe et dans le monde (le secteur mémoriel n'échappe pas à la règle), il faut impérativement avoir un bon niveau dans cette langue, sous peine de retarder, voire entraver les travaux durant les débats. L'Anglais prévaudra, entre autres, durant la Task Force que la Belgique présidera de mars 2012 à mars 2013 et durant le projet interarchives EHRI qui sont des projets à longue durée au plan européen. Les chercheurs slovaques, tchèques, polonais et croates, pour ne nommer qu'eux, l'ont bien compris et c'est d'autant plus important que nombre d'archives à la valeur inestimable pour l'étude de la Shoah dorment encore dans ces pays qui ont commencé leur mouvement de rattrapage de l'étude historique, il y a de cela un peu plus de vingt ans. Leurs contributions à une meilleure compréhension du processus génocidaire en Europe de l'Est seront sans doute capitales dans les années à venir.